



L'honneur m'échoit de prendre la parole en cette célébration de la journée internationale des droits des femmes. Un événement qui nous mobilise autour du thème, *“investir en faveur des femmes, accélérer le rythme”*

.

Le thème reflète l'un des principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des genres d'ici 2030. Notamment, le manque alarmant de financement des dépenses consacrées aux mesures en faveur de l'égalité des genres.

Je voudrais commencer par adresser, au nom des Nations Unies et des Partenaires techniques et financiers, réunis ici, mes sincères félicitations au Gouvernement de Madagascar, sous le leadership de monsieur le président de la République, pour tous les efforts pour l'égalité des genres et le respect, ainsi que la protection des droits des femmes et des filles malagasy.

Je tiens aussi à souligner que la présence de madame la Première dame de Madagascar, démontre son dévouement indéfectible et celui du Gouvernement de Madagascar, pour la défense de la cause des femmes et des filles malagasy.

Je voudrais également remercier madame la ministre de la Population pour son leadership et la collaboration de son équipe dans l'organisation de cet événement inédit.

J'en profite pour saluer les efforts des PTF (Partenaires techniques et financiers) qui accompagnent le Gouvernement dans cette noble cause. Ce combat continu qu'est la lutte pour

l'amélioration des conditions des femmes et des filles, dont plusieurs ont témoigné leur engagement par leur présence ici, hier, aujourd'hui et demain. C'est aussi le lieu de saluer nos partenaires de la société civile et du secteur privé qui ne ménagent aucun effort pour accompagner cette noble cause.

Malgré les efforts déployés, force est de constater qu'il reste encore de nombreuses opportunités à saisir. Qu'il reste encore des efforts à faire, pour évoluer vers l'atteinte de l'égalité des genres. Il s'agit notamment de la participation effective et égale des femmes dans les activités politiques, sociales et économiques, afin de renforcer leur autonomisation. Il s'agit aussi de la représentation des femmes dans les instances décisionnelles. Des efforts dans l'application du cadre légal et législatif en lien avec les droits des femmes et des filles, et des institutions en charge de leur application. Il s'agit aussi du financement des programmes en faveur des femmes. Tout comme la lutte contre les violences basées sur le genre.

Vous conviendrez avec moi, qu'aucun développement durable et équilibré n'est possible, tant que les droits, la santé et le bien-être des femmes, en particulier les plus vulnérables, ne sont pas placés au cœur de nos priorités. Il est donc important qu'on saisisse ensemble les opportunités qui s'offrent à nous. C'est dans ce sens que le Système des Nations Unies, en collaboration avec le gouvernement, travaille en ce moment même sur un programme national de lutte contre les violences basées sur le genre. Qui envisage de s'appesantir sur la politique à l'égard des femmes. L'autonomisation économique des femmes, le renforcement des associations de femmes et la promotion de la participation des femmes dans l'espace civique et politique à Madagascar. C'est un programme holistique et conjoint.

Je voudrais saisir cette occasion pour passer le message du Secrétaire général des Nations Unies. Car ce message justifie la nécessité même d'un programme conjoint et holistique en faveur des femmes et des filles :

"En cette journée internationale des femmes, nous honorons les femmes et les filles du monde entier et nous saluons tous les résultats qu'elles ont obtenu dans la lutte contre l'égalité. Les femmes et les filles ont réalisé des progrès considérables en renversant les barrières, en déconstruisant les stéréotypes et en montrant la voie du progrès vers un monde plus juste et plus égalitaire. Pourtant, elles se heurtent à d'immenses obstacles.

Des milliards de femmes et de filles sont marginalisées et font face à l'injustice et à la discrimination. Tandis que l'épidémie persistante de violence à l'égard des femmes et des filles reste une honte pour l'humanité. Notre monde porte encore les stigmates de millénaires de rapports de force dominés par les hommes. Au rythme actuel, l'égalité juridique ne sera pas atteinte avant 300 ans. Nous devons donc avancer beaucoup plus rapidement. En cette journée internationale des femmes, nous sommes aux côtés des femmes et des filles qui luttent pour leur droit. Et nous nous engageons à accélérer les progrès.

Le thème de cette année, « investir en faveur des femmes », nous rappelle que mettre fin au patriarcat nécessitera de mettre de l'argent sur la table. Nous devons soutenir les organisations de femme qui sont ne première ligne dans ce combat. Nous devons également investir dans des programmes visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à favoriser l'inclusion et le rôle de premier plan des femmes dans l'économie et les technologies numériques, la consolidation de la paix et l'action climatique.

Pour cela, il faut débloquer le financement du développement durable afin que les pays disposent des fonds nécessaires pour investir en faveur des femmes et des filles"./.

Recueillis par Jeannot Ramambazafy à Toamasina, le 08 mars 2024